Monsieur le Recteur

Chers collègues,

Frédérick Ansart pour Indépendance et Direction.

Nous faisons une rentrée dans une atmosphère étrange, en reprenant les mots du journal Le Monde.

4 ministres depuis les élections présidentielles. Et on peut dire un certain flou artistique. Alors, certes, madame la Ministre démissionnaire a pu nous éclairer lors de sa conférence de presse. Et même nous rassurer partiellement, avec le gel de l’idée absolument infaisable de l’obtention obligatoire du DNB pour passer en 2nde. Une pensée pour les établissements expérimentateurs qui subissent comme toujours, le faire et défaire de l’éducation nationale.

Tout cela participe à la fatigue et au stress qui peuplent nos pensées en cette rentrée.

Nos missions s’accumulent et leurs conditions de mise en œuvre ont un impact certain sur notre qualité de vie au travail mais aussi sur la qualité de notre travail.

1/ le fonctionnement du RCD avec un contrôle administratif renforcé voire très maladroit mais des moyens en moins.

2/ le pilotage du Pacte

3/ la gestion de l’allocation PFMP

4/ le déploiement du bureau des entreprises

4/ la mise en place des mesures du choc des savoirs, j’y reviendrai.

5/ la mise en place du protocole Phare et son évolution

6/ les stages de secondes…

7/ et la frénésie des évaluations élèves et établissements.

Et quand par contre on a un dispositif innovant avec une vraie création de lien inter degré (l‘heure de soutien approfondissement en 6ème) là, par contre, on nous l’enlève.

Et tout cela avec des moyens en moins ! Fin des hse libres sur Asie, fin de notre liberté, de la souplesse établissement, et donc renforcement de la difficulté à faire les remplacements car tout ne peut pas être réglé par le Pacte.

Et désormais une heure admin = 30 HSE et non plus 36.

Combien de projets pédagogiques n’existeront plus avec ces mesures, faute de financement ? Ce sont nos élèves qui en paieront le prix. Une société ne gagne jamais à baisser son investissement dans l’éducation. Jamais. En cette période de préparation de budget national, et les inquiétudes qui vont avec pour l’éducation nationale, il faut le redire.

Alors, revenons au choc des savoirs. Nous n’allons pas tergiverser. ID demande l’abrogation du choc des savoirs. Nous renouvelons ici cette demande.

Mme la Ministre parle de « souplesse et pragmatisme » concernant sa mise en place : ID demande une mesure simple, souple et pragmatique : casser le seuil immédiatement des 10 semaines possibles en classe entière, laisser les établissements fixer ce seuil jusqu’à 36 semaine.

On a aussi une idée simple : peut-on évaluer systématiquement toute réforme avant d’en lancer une nouvelle ?

Alors, vous l’avez lu, monsieur le Recteur, désormais la fatigue, l’épuisement, des personnels de direction occupe les pages éducation de nos journaux.

Nous lançons des alertes et nous suivons de plus de plus en situations difficiles. Tout ne peut pas reposer sur nos épaules, comme si cela allait suffire à résoudre les maux de notre école et de notre société. Nous sommes entre le marteau des usagers (élèves et surtout parents) et l’enclume du Ministère. Cela nous épuise.

Et ce n’est pas le RIFSEEP qui va sauver la situation. Le RIFSEEP n’est pas une avancée salariale, mais n’est qu’une nouvelle répartition du régime indemnitaire des personnels de direction. Il s’agit avant tout d’un outil RH dont l’objectif est d’individualiser les carrières, qui va opacifier les rémunérations et in fine détricoter notre statut.

A la place, on demande :

des équipes de direction et administrative complètes et formées. Ce serait déjà bien.

30% d’accès la hors-classe et un minimum de 3000 euros nets à l’entrée de carrière, beaucoup plus simple que l’usine à gaz RIFSEP. Dans n’importe quelle entreprise privée et même publique, les responsabilités et la polyvalence dont nous faisons preuve seraient valorisées à une toute autre hauteur. Il faut vite que tout le monde s’en rende compte.

Il reste qu’au niveau local, avec les groupes de travail notamment initiées par le secrétariat général, nous avons des relations fluides avec nos autorités départementales et académiques.

Mais pourvu que cela se stabilise un étage au-dessus, même si je le dis avec une certaine ironie, juste une ministre démissionnaire, pas d’annonce tonitruantes sur BFM, pas de révolution pédagogique annoncée cet été, ce fut une bulle de tranquillité pendant deux mois.

Je n’oserais dire « pourvu que ça dure ».

Je vous remercie, bonne rentrée.